

Car pour beaucoup d'entre-eux "la liberté est dangereuse; il faut pour l'Egypte quelqu'un de fort, d'expérimenté, pour tenir le pays".

Et les moins enthousiastes estiment que "même si Sissi n'est pas l'idéal, on n'a personne d'autres". Enfin, ces derniers mois cette répression s'est élargie aux journalistes récalcitrants et aux dissidents laïcs et libéraux, s'étendant même au Mouvement Démocratique du 6 avril - interdit depuis - pourtant en première ligne dès le début du Printemps de Tahrir.

LES DÉFIS QUI ATTENDENT LE PRÉSIDENT AL SISSI ET L'ÉGYPTE SONT IMMENSES.

La menace terroriste continue à planer sur l' Egypte. Le Caire vit suspendue aux rumeurs d'explosions et sous la menace d'attentats quasi quotidiens, à travers le pays. Plus de 600 membres des forces de sécurité ont péri dans ces attentats depuis la mise à l'écart de Morsi en juillet 2013. Et les civils en sont les premières victimes collatérales.

Mais les Frères Musulmans ne sont sans doute pas, comme le martèlent les militaires le plus grand des dangers. Car à l'ombre de la Confrérie, vieille de plus de quatre vingt ans, qui risque de renouer avec la clandestinité, et dont certains de ses membres pourraient passer à la résistance armée, la menace est bien plus profonde.

Elle provient en premier lieu, des djihadistes de "Ansar Beit el Maqdis" (les partisans de Jérusalem), basés dans le Sinaï, dont des militants ont combattu en Afghanistan, en Irak et en Syrie.

Ils disposent d'un réseau suffisamment large pour pouvoir mener des actions militaires d'envergure ou de grand banditisme comme le kidnaping, la torture ou la traite d'Africains, essentiellement érythréens. Et plus récemment du tout nouveau "Jnouid Misr" (Les Soldats d'Egypte) qui oeuvrent à la destabilisation armée de l'Egypte et de son régime.

Avec l'enjeu sécuritaire, l'autre priorité du Président Al Sissi, est de relancer l'économie, alors que le tourisme, principale ressource du pays est au point mort. Il devra aussi procéder à une réforme en profondeur de son système économique, combler le vide laissé par les oeuvres sociales de bienfaisance des Frères Musulmans, lutter contre les inégalités et s'atteler à des réformes impopulaires comme la réduction des subventions sur l'essence ou l'électricité, indispensables pour obtenir des prêts du F.M.I.

QUELLES SONT DONC, EN CONCLUSION, LE CONSTAT ET LES PERSPECTIVES QUE L'ON PUISSE TIRER, TROIS ANS APRÈS LA FORMIDABLE ESPERANCE, NÉE PLACE TAHRIR AU CAIRE ?

1°) Une grande majorité des Egyptiens voue une confiance sans faille au Président Al Sissi et à son armée, gardienne de l'ordre et de la sécurité et omniprésente depuis 62 ans à la tête de l'Etat, à l'exception de l'intervalle Morsi (1 an) et de l'intérim Mansour (8 mois) qui fut désigné par les militaires en juillet 2013.

2°) Aucune des revendications révolutionnaires de 2011 - du pain, de la liberté, de la justice sociale - n'a été réalisée.

3°) La révolution de janvier 2011, n'est pas morte, mais plutôt congelée ! Et même si beaucoup de ses mentors ont été marginalisés, écartés ou réprimés, elle a réveillé une nouvelle et réelle conscience politique.

4°) Dans un pays, où un habitant sur deux, est en dessous du seuil de pauvreté et qui survit grâce aux perfusions de ses amis d'Arabie saoudite, du Koweït et des Emirats et à la manne de sa diaspora, la relance économique est une nécessité pour éviter une explosion sociale. L'absence de résultats, combinée à la multiplication de coupures de courant par exemple, pourraient provoquer comme le souligne la correspondante du Figaro au Caire, Delphine Minoui, un retour à un nouveau cycle de mécontentement populaire, potentiellement insurrectionnel.

5°) Malgré toutes ses difficultés, l'Egypte reste la plus grande et la plus ancienne nation du monde arabo-musulman. Son rôle politique et son influence diplomatique prépondérante, sont toujours d'actualité, comme l'atteste sa médiation dans le conflit entre Israël et le Hamas à Gaza pour l'établissement d'une trêve entre les deux parties ou son implication dans la lutte contre le terrorisme islamiste notamment en Libye.

6°) A terme, la stabilité politique de l'Egypte ne pourrait se consolider que si elle incluait toutes les forces politiques; aussi bien les partisans du Mouvement du 6 avril, que les laïcs, les libéraux et ceux des Frères Musulmans, qui ne se sont pas tous volatilisés d'un coup, et qui accepteraient le dialogue, avec modération et sens des responsabilités. Cela nécessite donc un minimum de garanties de paix sociale et de réussite économique partagée.

7°) N'abandonnons pas l' Egypte, "Oum el Dounia", (la Mère du Monde) et penchons nous avec bienveillance sur son sort.

La France, l'Europe, les Etats-Unis et l'Occident se doivent de l'aider financièrement et économiquement. Nous contribuerions sans doute ainsi à l'aider de surcroît à l'établissement progressif d'un Etat de Droit.

8°) Si le monde occidental s'honore et se doit d'être particulièrement vigilant en matière de Défense des Droits de l'Homme, gardons nous néanmoins, de vouloir convoquer et transférer immédiatement et d'un seul tenant, nos modèles de démocratie à des populations façonnées par des siècles de régimes autoritaires et peu enclins au dialogue ou au compromis.

9°) C'est donc pour découvrir cette force du compromis et les bienfaits du dialogue, que la société égyptienne et ses dirigeants, devraient effectuer sur eux mêmes, une véritable "révolution", qui serait sans doute la plus réussie et la plus aboutie de toutes les révolutions que les Egyptiens aient connues !

Jean-Jacques CURIEL

*Président de la Commission Défense et
Forces Armées du Parti Radical (UDI)
Secrétaire Général Adjoint de l'Association
Française pour la Communauté Atlantique (AFCA)*



Car pour beaucoup d'entre-eux "la liberté est dangereuse; il faut pour l'Egypte quelqu'un de fort, d'expérimenté, pour tenir le pays".

Et les moins enthousiastes estiment que "même si Sissi n'est pas l'idéal, on n'a personne d'autres". Enfin, ces derniers mois cette répression s'est élargie aux journalistes récalcitrants et aux dissidents laïcs et libéraux, s'étendant même au Mouvement Démocratique du 6 avril - interdit depuis - pourtant en première ligne dès le début du Printemps de Tahrir.

LES DÉFIS QUI ATTENDENT LE PRÉSIDENT AL SISSI ET L'ÉGYPTE SONT IMMENSES.

La menace terroriste continue à planer sur l' Egypte. Le Caire vit suspendue aux rumeurs d'explosions et sous la menace d'attentats quasi quotidiens, à travers le pays. Plus de 600 membres des forces de sécurité ont péri dans ces attentats depuis la mise à l'écart de Morsi en juillet 2013. Et les civils en sont les premières victimes collatérales.

Mais les Frères Musulmans ne sont sans doute pas, comme le martèlent les militaires le plus grand des dangers. Car à l'ombre de la Confrérie, vieille de plus de quatre vingt ans, qui risque de renouer avec la clandestinité, et dont certains de ses membres pourraient passer à la résistance armée, la menace est bien plus profonde.

Elle provient en premier lieu, des djihadistes de "Ansar Beit el Maqdis" (les partisans de Jérusalem), basés dans le Sinaï, dont des militants ont combattu en Afghanistan, en Irak et en Syrie.

Ils disposent d'un réseau suffisamment large pour pouvoir mener des actions militaires d'envergure ou de grand banditisme comme le kidnaping, la torture ou la traite d'Africains, essentiellement érythréens. Et plus récemment du tout nouveau "Jnouid Misr" (Les Soldats d'Egypte) qui oeuvrent à la destabilisation armée de l'Egypte et de son régime.

Avec l'enjeu sécuritaire, l'autre priorité du Président Al Sissi, est de relancer l'économie, alors que le tourisme, principale ressource du pays est au point mort. Il devra aussi procéder à une réforme en profondeur de son système économique, combler le vide laissé par les oeuvres sociales de bienfaisance des Frères Musulmans, lutter contre les inégalités et s'atteler à des réformes impopulaires comme la réduction des subventions sur l'essence ou l'électricité, indispensables pour obtenir des prêts du F.M.I.

QUELLES SONT DONC, EN CONCLUSION, LE CONSTAT ET LES PERSPECTIVES QUE L'ON PUISSE TIRER, TROIS ANS APRÈS LA FORMIDABLE ESPERANCE, NÉE PLACE TAHRIR AU CAIRE ?

1°) Une grande majorité des Egyptiens voue une confiance sans faille au Président Al Sissi et à son armée, gardienne de l'ordre et de la sécurité et omniprésente depuis 62 ans à la tête de l'Etat, à l'exception de l'intervalle Morsi (1 an) et de l'intérim Mansour (8 mois) qui fut désigné par les militaires en juillet 2013.

2°) Aucune des revendications révolutionnaires de 2011 - du pain, de la liberté, de la justice sociale - n'a été réalisée.

3°) La révolution de janvier 2011, n'est pas morte, mais plutôt congelée ! Et même si beaucoup de ses mentors ont été marginalisés, écartés ou réprimés, elle a réveillé une nouvelle et réelle conscience politique.

4°) Dans un pays, où un habitant sur deux, est en dessous du seuil de pauvreté et qui survit grâce aux perfusions de ses amis d'Arabie saoudite, du Koweït et des Emirats et à la manne de sa diaspora, la relance économique est une nécessité pour éviter une explosion sociale. L'absence de résultats, combinée à la multiplication de coupures de courant par exemple, pourraient provoquer comme le souligne la correspondante du Figaro au Caire, Delphine Minoui, un retour à un nouveau cycle de mécontentement populaire, potentiellement insurrectionnel.

5°) Malgré toutes ses difficultés, l'Egypte reste la plus grande et la plus ancienne nation du monde arabo-musulman. Son rôle politique et son influence diplomatique prépondérante, sont toujours d'actualité, comme l'atteste sa médiation dans le conflit entre Israël et le Hamas à Gaza pour l'établissement d'une trêve entre les deux parties ou son implication dans la lutte contre le terrorisme islamiste notamment en Libye.

6°) A terme, la stabilité politique de l'Egypte ne pourrait se consolider que si elle incluait toutes les forces politiques; aussi bien les partisans du Mouvement du 6 avril, que les laïcs, les libéraux et ceux des Frères Musulmans, qui ne se sont pas tous volatilisés d'un coup, et qui accepteraient le dialogue, avec modération et sens des responsabilités. Cela nécessite donc un minimum de garanties de paix sociale et de réussite économique partagée.

7°) N'abandonnons pas l' Egypte, "Oum el Dounia", (la Mère du Monde) et penchons nous avec bienveillance sur son sort.

La France, l'Europe, les Etats-Unis et l'Occident se doivent de l'aider financièrement et économiquement. Nous contribuerions sans doute ainsi à l'aider de surcroît à l'établissement progressif d'un Etat de Droit.

8°) Si le monde occidental s'honore et se doit d'être particulièrement vigilant en matière de Défense des Droits de l'Homme, gardons nous néanmoins, de vouloir convoquer et transférer immédiatement et d'un seul tenant, nos modèles de démocratie à des populations façonnées par des siècles de régimes autoritaires et peu enclins au dialogue ou au compromis.

9°) C'est donc pour découvrir cette force du compromis et les bienfaits du dialogue, que la société égyptienne et ses dirigeants, devraient effectuer sur eux mêmes, une véritable "révolution", qui serait sans doute la plus réussie et la plus aboutie de toutes les révolutions que les Egyptiens aient connues !

Jean-Jacques CURIEL

Président de la Commission Défense et
Forces Armées du Parti Radical (UDI)
Secrétaire Général Adjoint de l'Association
Française pour la Communauté Atlantique (AFCA)

